

**LISTE RECAPITULATIVE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)**

**Commune n° 38023 : Avignonet**  
**Liste établie en : mai 2017**

**le plan de SUP de 1999 n'a pas été modifié**

**\* AS 1 \* INSTAURATION DE PERIMETRES DE PROTECTION DES EAUX POTABLES ET DES EAUX MINERALES**

Références :

a) Textes relatifs aux eaux destinés à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales

- Code de l'environnement (article L 215-13)
- Code de la Santé Publique (articles L.1321-2 et L 1321-2-1, R.1321-6 à R.1321-13)
- Circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection
- Guide technique – protection des captages d'eau, publié en mai 2008 et consultable sur le site internet du ministère de la santé

b) Textes relatifs aux eaux minérales :

- Code de la Santé Publique (articles L.1322-3 à L 1322-13 et articles R.1322-17 et suivants)
- Arrêté du 26 février 2007 relatif à la constitution des dossiers de demande de déclaration d'intérêt public d'une source minérale naturelle, d'assignation d'un périmètre de protection et de travaux dans le périmètre de protection
- Circulaire DGS/EA4 n°2008-30 du 31 janvier 2008, relative à la sécurité sanitaire des eaux minérales naturelles et son annexe III
- Circulaire DGS n°2001/305 du 2 juillet 2001, relative à l'opération de mise à jour par le BRGM des coordonnées Lambert II étendues et des codes de la banque de données du sous-sol (BSS) des captages d'eau.

Services responsables :

Ministère chargé de la santé

Délégation Départementale de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé – Service Environnement Santé (DD38 ARS)

Dénomination ou lieu d'application :

**Captage de Pierrefeu** (rapport géologique du 06/02/2016)

**\* I 2 \* UTILISATION DE L'ENERGIE DES MAREES, LACS ET COURS D'EAU EN FAVEUR DES CONCESSIONNAIRES D'OUVRAGES DECLARES D'UTILITE PUBLIQUE - AQUEDUC SUBMERSION ET OCCUPATION TEMPORAIRE**

Références :

- Loi du 16.10.19 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique modifiée par la loi 80.531 du 15.07.80 (article 4)
- Loi 64.1245 du 16.12.64 (aqueduc), articles 123 nouveau à 125 du Code rural,
- Décret 60.619 du 20.06.60,
- Décret 70.492 du 11.06.70, chapitre 1 (application de l'article 35 modifié de la loi 46.628 du 08.04.46),
- Circulaire 70.13 du 24.06.70.

Services responsables :

Ministère en charge de l'énergie

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) – Unité Territoriale de l'Isère (UT38)

Transporteur/exploitant (à consulter pour autorisations diverses)

EDF - DPNT - DAIP - CCPFA

37, rue Diderot BP 43 - 38040 GRENOBLE CEDEX

Dénomination ou lieu d'application :

- 1- Chute de Monteynard**
- 2- Chute de St Georges de Commiers**
- 3- retenue de Notre Dame de Commiers**

Actes d'institution :

- 1- décret du 09/04/1960
- 2 et 3 Décret du 03/07/1961

#### **\* I4 \* PERIMETRE DE SERVITUDE AUTOUR D'UNE LIGNE ELECTRIQUE AERIENNE OU SOUTERRAINE**

Références :

- Loi du 15.06.1906 (articles 12 et 12bis) modifiée
- Loi de finances du 13 juillet 1925 (article 298)
- Loi n° 46.628 du 8 avril 1946 (article 35) modifiée
- Décret n° 67.886 du 6 octobre 1967 (articles 1 à 4)
- Décret n° 70.492 du 1 juin 1970 modifié

Services responsables :

Ministère en charge de l'énergie

> 50 kV                      Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement (DREAL) –  
Unité Territoriale de l'Isère (UT38)  
**RT.E. - TERA - GIMR**  
5 rue des Cuirassiers TSA 30111 - 69399 LYON CEDEX 03  
Exploitant des ouvrages (à consulter pour autorisations diverses)  
**RTE -GMR Dauphiné**  
73 rue du Progrès - 38176 SEYSSINET PARISSET

Dénomination ou lieu d'application :

- 1 - Lignes aériennes 225kV MONTEYNARD - SINARD 1 et 2**
- 2 - Lignes aériennes 225kV MONTEYNARD - SINARD 3 et 4**
- 3 - Ligne aérienne 225kV CHAMPAGNIER - SINARD 1**
- 4 - Ligne aérienne 225kV CHAMPAGNIER - GRISOLLES 1**
- 5 - Ligne aérienne 225kV CHAMPAGNIER - SERRE-PONCON 1**

#### **\* I5 \* CANALISATIONS DE TRANSPORT DE PRODUITS CHIMIQUES D'INTERET GENERAL**

Références :

- Loi n° 65.498 du 29.06.1965 (articles 2 à 4), modifiée par la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987.
- Décret n° 65.881 du 18.10.1965, modifié par les décrets n° 77.141 du 12 octobre 1977 et n° 84.617 du 17 juillet 1984
- Décret n°91.1147 du 14/10/1991

Services responsables :

Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) – Unité territoriale de l'Isère (UT38)

Transporteur/exploitant :

**TRANSALPES** : chez TOTAL RAFFINAGE France – Plateforme de Feyzin – CS 76022 – 69551 FEYZIN Cedex

Dénomination ou lieu d'application :

**canalisation de transport d'Ethylène "TRANSALPES"**

Actes d'institution :

- Arrêtés des 10/01/1972, 01/03/1972, 24/03/1972
- Arrêté préfectoral du 15 mars 2017

**\*PM1 \* PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (PPRNP) ET PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIER (PPRM)**

**Servitude non reportée au Plan car le PPR doit être annexé au document d'urbanisme.**

Références :

- articles L562-1 à L562-9 du Code de l'environnement ;
- Décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles;
- articles R562-1 à R562-10 du Code de l'environnement.
- Décret n°2000-547 du 16 juin 2000 modifié relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier prévoit quelques adaptations pour les PPRM.

Services responsables :

Direction Départementale des Territoires (DDT) - Service sécurité et risques (SSR)

Dénomination ou lieu d'application :

**Plan d'exposition aux risques naturels , vaut PPRN**

Acte d'institution :

Arrêté préfectoral du 06/09/1990

**\* PT 3 \* COMMUNICATIONS TELEPHONIQUES ET TELEGRAPHIQUES (Établissement, entretien et fonctionnement des installations)**

Références :

- Articles L 45-9, L-48 et R-20-55 et R20-62 du code des postes et des communications électroniques.

Services responsables :

- Ministère en charge des communications électroniques
- ORANGE UPR SE / ETU / MPGD  
Immeuble Millénaire  
654 cours du Troisième Millénaire  
69792 SAINT PRIEST cedex

Dénomination ou lieu d'application :

**LGD n°394 et RG 1244**

**\* T 1 \*CHEMINS DE FER (Zone d'emprises ferroviaires en bordure de laquelle peuvent s'appliquer certaines servitudes et obligations en matière de chemin de fer)**

Références :

- Code des transports, notamment ses articles L.2231-1 et suivants, en lieu et place de la loi du 15 juillet 1845 (abrogée par ordonnance de 2010) ;
- Code de la voirie routière (créé par la loi n° 89-413 et le décret n° 89-631) et notamment les articles :
  - L. 123-6 et R.123-3 relatifs à l'alignement sur les routes nationales,
  - L. 114-1 à L. 114-6 relatifs aux servitudes de visibilité aux passages à niveau,
  - R. 131-1 et s. ainsi que R. 141-1 et suivants pour la mise en œuvre des plans de dégagement sur les routes départementales ou communales.

Services responsables :

Ministère en charge des transports

SNCF Réseau - Immeuble Le premium - 133, bvd de Stalingrad CS 80034 - 69625 Villeurbanne cedex  
SNCF Immobilier - Direction immobilière territoriale Sud Est Campus INCITY 116, cours Lafayette 69003 Lyon

Dénomination ou lieu d'application :

**Ligne n°905000 de Lyon Perrache à Marseille St Charles**



DEPARTEMENT de L'ISERE  
**SERVITUDES  
D'UTILITE PUBLIQUE  
AVIGNONET**

MP L'ISERE  
**023**

Service de l'Urbanisme et de l'Habitat  
Cellule Etudes Générales et PAC (SUH 7)  
17, bd Joseph Vallier - BP 45-38040 GRENOBLE cedex 9  
tel 76 70 76 70 fax 76 70 76 97

SYMBOLE	CODE	INTITULE	SYMBOLE	CODE	INTITULE
	A1	Protection des bois et forêts soumis au régime forestier		I1	Transports d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés
	A2	Pose de canalisations souterraines d'irrigation		I2	Ouvrages (DUP) utilisant l'énergie des lacs et cours d'eau
	A3	Terrains riverains des cours d'eau non domaniaux		I3	Transport de gaz
	A4	Canalisations publiques eau potable		I4	d'électricité
	A5	Canalisations publiques eau potable		I5	de produits chimiques
	AC1	Protection des monuments historiques		Int1	Voisinage des cimetières
	AC2	Protection des sites et monuments naturels		JS1	Installations sportives
	AC3	Réserves naturelles		PT1	protection contre les perturbations électro-magnétiques
	AC4	Protection du patrimoine architectural et urbain		PT2	protection contre les obstacles
	Ar4	Terrains d'atterrissage en partie ou en totalité à l'Armée de l'Air		PT3	Communications téléphoniques et télégraphiques
	Ar5	Fortifications - ouvrages militaires		PT4	Eloignement relatif aux lignes télécom
	Ar6	Champs de tir		T1	Chemins de fer
	AS1	Périmètre de protection des eaux potables et minérales		T2	Survol de télégraphiques
	EL2	Zones submersibles - M grand débit, M complémentaire		T4	Aéronautiques de balisage
	EL3	Nage et marchepied		T5	de dégagement
	EL4	Stations « classes de sports d'hiver »		T8	Radiodélectriques: protection des installations de navigation et d'atterrissage
	EL6	Alignements			
	EL7	Alignements			
	EL10	Parcs nationaux			

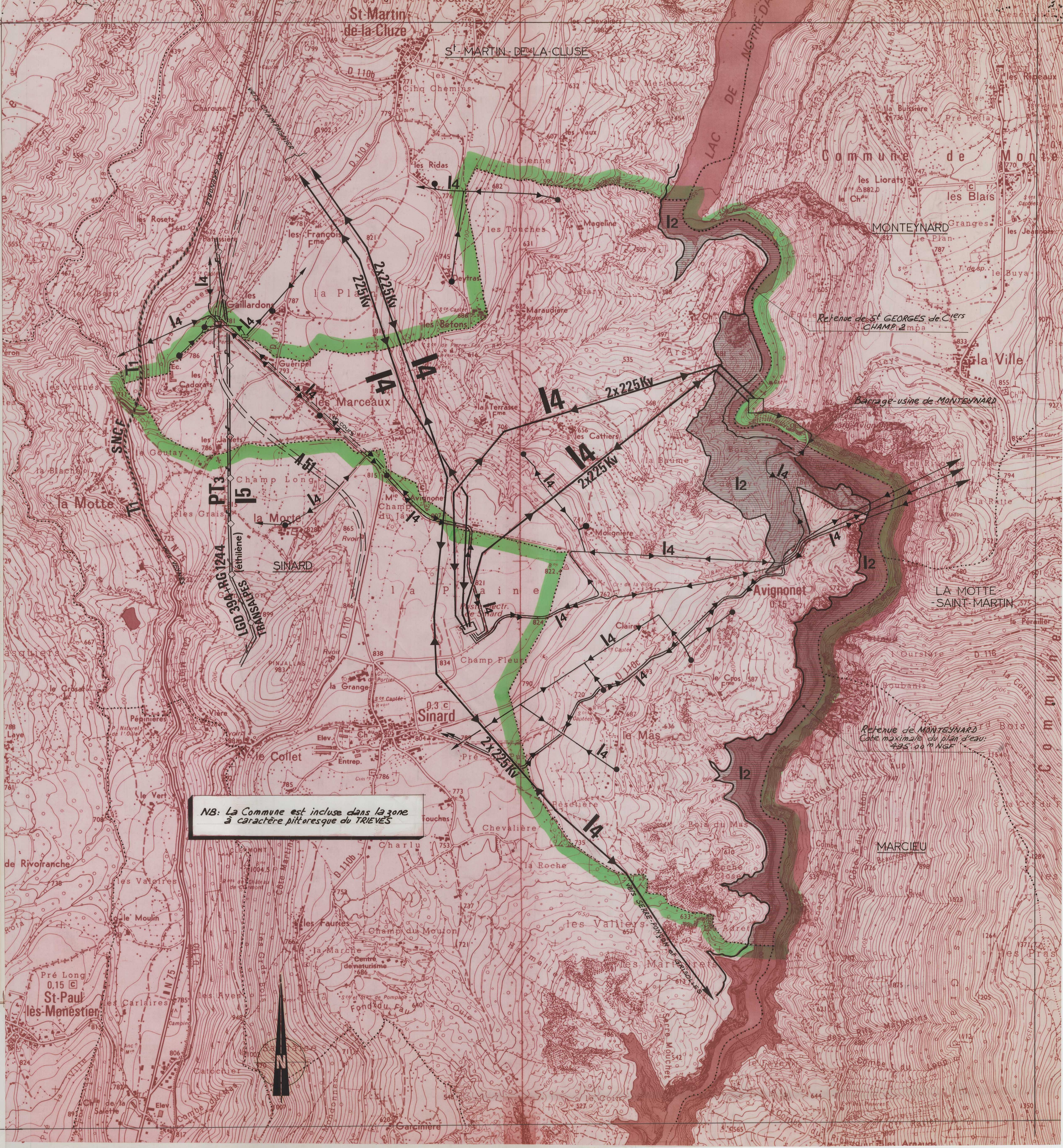
ECHELLE : 1.10.000 ETabli le 24.11.87 MODIFIE le: 22.03.1999

NB: Ce document est un plan de référence directement utilisable dans la plupart des cas. Pour plus de précisions, consulter le service gestionnaire de la servitude ainsi que les actes institutifs de la servitude.

**MODIFICATIONS**

date	code	nature
24.11.87		Mise à jour pour procédure "Porter à la Connaissance" du Maire.
22.03.99		Mise à jour pour reprise de l'élaboration du POS

NB: La Commune est incluse dans la zone à caractère pittoresque du TRIEVES









Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

D E C R E T E

ARTICLE 1er :

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent décret, le Plan d'Exposition aux Risques Naturels prévisibles de la commune d'AVIGNONET (Isère),

ARTICLE 2 :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Signé : N. QUESTIAUX, Président,  
J. GASTALDI, Rapporteur,  
A.M. KRUUM, Secrétaire.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Secrétaire de la Section

REGLEMENT DU PLAN D'EXPOSITION AUX  
RISQUES NATURELS PREVISIBLES DE LA COMMUNE  
D'AVIGNONET - ISERE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Le présent règlement du Plan d'Exposition aux Risques naturels prévisibles prescrit par l'article 5 de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, établi conformément aux dispositions du décret n° 84-328 du 3 mai 1984, détermine, pour la commune d'AVIGNONET :

- 1 - les zones exposées,
- 2 - les occupations ou utilisations du sol interdites ainsi que les mesures de nature à prévenir les risques, à en réduire les conséquences ou à les rendre supportables.

EFFETS DU PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES

Le plan vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé au plan d'occupation des sols, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Les effets de la publication du plan s'exercent à partir du 30ème jour après l'affichage en mairie de l'acte qui approuve ce plan.

Par application du 6ème alinéa de l'article 5 de la loi précitée du 13 juillet 1982, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai de cinq ans pour se conformer au présent règlement en ce qui concerne les biens et activités antérieurs à la publication sus mentionnée.

Conformément à l'article 6 du décret précité du 3 mai 1984, les mesures de prévention prévues par le plan concernant les biens existants antérieurement à la publication ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 % de la valeur vénale des biens concernés.

## I - DEFINITION DES RISQUES

Les risques naturels pris en compte sont :

- 1 - les séismes,
- 2 - les mouvements de terrain : glissements de terrain, chutes de pierres, coulées de boues.

## II - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

1 - Etant situé en zone de sismicité 1 au zonage sismique de la France, la commune d'AVIGNONET fait l'objet, en sa totalité, des prescriptions réglementaires en matière de constructions parasismiques, auxquelles s'ajoute, s'il y a lieu, l'observation de mesures recommandées à ce titre.

2 - La commune d'AVIGNONET comporte, couvrant l'ensemble de son territoire, deux zones distinctes :

2-1 - une zone rouge très exposée où les risques naturels de mouvements de terrain sont particulièrement redoutables. Dans cette zone, il ne peut être paré aux risques de manière satisfaisante ou à un coût économiquement justifié tant pour les particuliers que pour la collectivité,

2-2 - une zone bleue qui se subdivise en :

. une zone bleu foncé (zone B1) où les risques naturels de mouvements de terrain et la vulnérabilité à ces risques existent mais où la nature des dangers n'exclut pas des mesures spécifiques de protection et de prévention, exposées dans le présent règlement,

. une zone bleu clair (zone B2) exposée uniquement à des risques sismiques.

La zone rouge et la zone bleue, identifiées sur le document graphique du Plan d'Exposition aux Risques comprennent respectivement les lieudits suivants :



Zone rouge : Les Pivollets, Mitraire, Bois de Layes, Bois de la Cote, Les Tonnonns, les Touches pour partie, Magelines pour partie, Au Cros, Les Platres, Vignes d'Ars, Les Cattiers pour partie, le Baune, Molinière pour partie, Cote du Poulet, Les Caderets pour partie, Aux Jailles pour partie, Champ du Duc pour partie, Maison Vieille pour partie, Les Rivaux pour partie, la Plaine pour partie, Jafary pour partie, Prê du Bourg, le Château pour partie, la Combe pour partie, Baune-Vieille, Les Chaumettes pour partie, le Cros pour partie, les Echarères pour partie, Champ de dessus pour partie, Ruinière, Pezetièrre, Champ du Four, La Combe, Berthonnière, Le Sagne, Bois du Mas, Roche Close, Les Adrets, Maugarnis.

Zone bleu foncé : Les Torches pour partie, Jafary pour partie, Ars pour partie, Les Cattiers pour partie, Les Bompares pour partie, A Molinière pour partie, La Terrasse pour partie, Pierre Feu pour partie, Serf au Champ du Four pour partie, Serf du Château pour partie, Maison Vieille pour partie, Champ de dessus pour partie, Grand-Champ pour partie, le Cros pour partie, les Charennés pour partie, Côte des Batons pour partie, Magelines pour partie, Molinière pour partie.

Zone bleu clair : Le Château pour partie, les Platres pour partie, Champ du Duc pour partie, la Combe pour partie, Les Chaumettes pour partie, Ars pour partie, La Plaine pour partie, Serf du Château pour partie, Serf au Champ du Four pour partie, La Pras, les Marceaux, le Chesnaie, les Chazeaux, les Garipelles, le Cournet, Aux Jailles pour partie, les Caderets pour partie, les Rivaux pour partie.



## CHAPITRE II - MESURES APPLICABLES

Article II-1 - Mesures de prévention des risques sismiques concernant les bâtiments ou parties de bâtiment nouveaux sur l'ensemble du territoire communal :

1°) L'arrêté du 18 octobre 1977 du ministère de l'intérieur portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique rend obligatoire l'application des règles parasismiques du Document Technique Unifié (D.T.U.), "règles parasismiques 1969 révisées en 1982 et annexes" dites règles PS 69/82, telles que définies pour la zone sismique considérée.

2°) L'arrêté du 10 mars 1986 du ministère de l'intérieur, modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique, précise :

"La construction des établissements recevant du public du premier groupe doit être réalisée conformément aux dispositions des règles parasismiques du D.T.U.", c'est-à-dire des mêmes règles désignées en 1° ci-dessus.

3°) Pour les autres bâtiments, les mesures auxquelles il est recommandé de se référer sont mentionnées, à toutes fins utiles, en annexe au présent règlement.

Article II-2 - En zone rouge : utilisations et occupations du sol :

a) SONT INTERDITS :

Tous travaux, remblais, terrassement, constructions nouvelles, activités, de quelque nature qu'ils soient à l'exception de ceux visés ci-après.

b) SONT AUTORISES à condition de ne pas aggraver les risques et à ne pas donner lieu à leurs effets :

1°) les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et installations, implantées antérieurement à la publication du présent plan, à savoir : aménagements internes, traitements de façades, réfection des toitures,



2°) à condition qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente :

- 1 - les abris légers annexes des bâtiments d'habitation,
- 2 - les bergeries, les écuries, les étables, les hangars, les abris, les silos ouverts ou fermés directement liés à l'exploitation agricole ou forestière,
- 3 - la reconstruction partielle d'un bâtiment sinistré sous réserve que la cause du sinistre soit autre que le risque naturel à l'origine du classement en zone rouge et que les mesures de prévention des risques sismiques définies à l'article II-1.2 soient respectées,
- 4 - les travaux d'infrastructures nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris les lignes et câbles sous réserve que les supports résistent au phénomène considéré,
- 5 - tous travaux et aménagements susceptibles de réduire les conséquences des risques.

#### Article II.3 - En zone bleu foncé (zone B1)

En cette zone, et sous réserve des dispositions ci-après, sont autorisées toutes constructions et activités nouvelles.

##### Article II.3.1 : Prescriptions concernant les biens et activités existants

Les canalisations d'eau potable et d'effluents (tels que les eaux pluviales, les eaux de drainage et les eaux usées), doivent être étanches et raccordées au réseau existant. Les raccords, y compris ceux situés dans les regards, doivent être souples et étanches.

Chaque fois qu'il existe un réseau public de collecte d'eaux pluviales, les eaux de surface des parcelles desservies par ce réseau doivent être collectées pour éviter toute infiltration et raccordées à celui-ci.

En l'absence de réseau, tous les effluents doivent être conduits par un collecteur étanche dans un émissaire naturel.

Un drainage doit être mis en place autour des constructions.



Article II.3.2 - Prescriptions concernant les biens et activités futurs

Les règles mentionnées respectivement au II-1 et au II-3.1 ci-dessus s'appliquent.

En tout état de cause, les constructions ainsi que les activités nouvelles doivent être conçues et réalisées de manière à ne pas aggraver les risques et à ne pas donner lieu à leurs effets.

Les dispositifs prévus à ce titre devront être dûment justifiés par une étude géotechnique, lors de la demande d'occupation ou d'utilisation des sols.

Les maîtres d'ouvrages de tous travaux ou ouvrages dispensés de demande d'occupation ou d'utilisation des sols devront, en tout état de cause, se conformer aux règles de conception et de réalisation propres à ne pas aggraver les risques et à ne pas donner lieu à leurs effets.

Article II-4 - En zone bleu clair (zone B2)

Il y a lieu d'appliquer les règles définies à l'article II-1.

Article II-5 - Mesures relatives aux cours d'eaux sur l'ensemble du territoire communal, sans préjudice des dispositions des articles 97 et suivants du code rural

1 - Sont interdits les dépôts de toute nature sur les berges des cours d'eau et la pose d'obstacles en travers du lit, notamment les clôtures ;

2 - Les propriétaires riverains doivent, en vue d'assurer l'écoulement des eaux préjudiciables à la tenue des sols :

- d'une part, entretenir le lit du torrent, procéder au recépage de la végétation afin de conserver le libre écoulement des eaux,

- d'autre part, laisser le libre passage aux engins de curage, tant dans le lit des torrents que sur leurs berges, dans la limite d'une largeur de quatre mètres à partir du sommet de la berge.